

17 février 2016

Rencontre ESS autour de la France en commun

Intervention de Pierre Laurent

« Je vous remercie à mon tour d'avoir répondu à l'invitation du groupe de travail Economie sociale et solidaire de notre parti, qui a souhaité vous associer à sa réflexion sur le rôle, l'apport de l'Economie sociale et solidaire à un projet commun citoyen émancipateur, tel que nous le formulons dans le texte « la France en commun » publié en mai dernier. Cette publication a pour objet de coconstruire avec les françaises et français qui souhaitent une alternative, qu'il s'agisse d'une vision nouvelle de ce que pourrait être la France, l'Europe, nos relations avec le monde, ou qu'il s'agisse de grands chantiers d'action prioritaires de moyen ou long terme ou encore de mesures d'urgence. Ce texte n'est qu'un apport destiné à être enrichi, redéfini pour atteindre un projet construit avec une large participation de citoyennes et citoyens.

Il est clair que l'économie sociale et solidaire a toute sa place dans ce projet, de par ses valeurs et ses pratiques, de par ses résultats, de par son potentiel émancipateur. Nous ne sommes pas en admiration béate et sans critique, nous connaissons les failles, les reniements qui peuvent exister, qu'il s'agisse des banques coopératives, des énormes coopératives agricoles ou encore de certaines grosses associations de santé dans lesquelles la souffrance au travail est patente.

Mais nous savons aussi que l'ESS peut jouer un rôle majeur dans la transformation de la société, qu'il s'agisse de la façon dont les mutuelles organisent la solidarité, ou comment les SCOP et SCIC ont permis aux travailleurs de s'appropriier leur outil de travail, la gestion et les stratégies de leur entreprise. Elles font la démonstration que les salariés peuvent avoir des droits nouveaux très élargis, mais aussi contribuer par leur gestion à de nouvelles façons de produire plus écologiques, plus équitables, pour tout dire à la transition écologique, et nous souhaitons réfléchir avec vous aux moyens de développer le nombre de ces entreprises.

De même, la finance solidaire, avec par exemple la transparence de gestion de la NEF, le label Finansol et d'autres outils financiers tels que les monnaies locales montrent d'autres voies de gestion de l'argent.

Vos compétences, votre expérience et vos pratiques sont indispensables à la construction d'une voie nouvelle de gestion de notre pays, mais aussi de l'Europe.

A ce propos nous nous félicitons du 1^{er} Forum ESS européen organisé par le groupe GUE le 28 janvier dernier, avec l'aide du groupe ESS du PCF- certains d'entre vous y ont participé- largement ouvert à d'autres composantes du PE, institutions et acteur européens de l'ESS et qui a réuni plus de 250 personnes, notamment parlementaires européens, acteurs de l'économie sociale, représentants des territoires ou de divers partis politiques de gauche.

La question au cœur des échanges a été celle de la nature de l'alternative que représente l'ESS en Europe. Tous les participants en effet ont pu développer la place que, dans chaque pays concerné, l'ESS occupe dans les champs économique, social, environnemental mais aussi culturel et démocratique.

Ce colloque nous conforte dans l'idée que nouvelles réponses doivent être apportées aux femmes et aux hommes non seulement en termes de besoins sociaux, mais aussi en termes d'aspirations plus larges à l'initiative y compris entrepreneuriale.

La question des communs, matériels et immatériels y a aussi été abordée, au cœur d'un mouvement nouveau contre la marchandisation élargie, les privatisations de biens et services, les accaparements spéculatifs. Ainsi, comment l'ESS peut-elle contribuer à lutter contre la prédation de l'ubérisation ? Comment peut-elle intervenir dans le cadre de la révolution numérique qui va engendrer **une** destruction massive d'emplois qualifiés ?

Nous sommes bien conscients que dans les débats autour du rôle de l'ESS deux orientations s'affrontent :

D'un côté une ESS palliative qui souhaite avoir sa place dans l'économie telle qu'elle est, de l'autre, d'une Economie sociale, alternative au capitalisme.

Pour notre part, nous considérons l'économie sociale et solidaire, ses entreprises coopératives, ses mutuelles, ses associations, comme l'un des piliers d'une alternative au capitalisme, qui peut se combiner, s'articuler à d'autres éléments comme les services publics étendus et démocratisés, des nationalisations de certains grands outils de production, une sécurité sociale plus solidaire, plus efficace et elle aussi plus démocratiquement gérée.

C'est pourquoi je me réjouis de l'initiative de notre groupe de travail économie sociale et solidaire de vous associer à notre réflexion, sans tabous, sans craintes de critiques, et c'est pourquoi je tenais à être présent parmi vous pour cette séance inaugurale.

Vous allez pouvoir organiser à votre guise ce travail auquel nous vous convions. Nous espérons qu'il en sortira des idées et propositions permettant d'enrichir un projet que nous souhaitons le plus efficace possible, le plus proche des aspirations du peuple de gauche.

Pierre Laurent termine son intervention par quelques mots non écrits sur les primaires et les lundis de gauche...(texte oral).